

FINGER (Jürgen), Eigensinn im Einheitsstaat. NS-Schulpolitik in Württemberg, Baden und im Elsass 1933-1945

Baden-Baden, Nomos, Historische Grundlagen der Moderne: Moderne Regionalgeschichte, 2016, 603 p.

Eric Ettwiller



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2663>

DOI : 10.4000/alsace.2663

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 466-469

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Eric Ettwiller, « FINGER (Jürgen), Eigensinn im Einheitsstaat. NS-Schulpolitik in Württemberg, Baden und im Elsass 1933-1945 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 07 novembre 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2663> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2663>

Tous droits réservés

reprises pour des emprunts, des collectes. Elle est encouragée à faire des économies dans tous les domaines, à récupérer tout ce qu'elle peut, à utiliser des produits *ersatz*, elle est soumise aux tickets de rationnement.

Dans la conclusion on se rend compte que la thématique de l'Alsace-Lorraine est peu présente chez les Allemands, mais importante, surtout à la fin de la guerre, chez les Français, où Hansi et Zislin, entre autres, ont réalisé des œuvres devenues des classiques.

Cet ouvrage, richement illustré et accompagné d'une bibliographie conséquente, qui permet au lecteur d'aller plus loin, est une réussite.

Jean-Noël Grandhomme

Seconde Guerre mondiale

FINGER (Jürgen), *Eigensinn im Einheitsstaat. NS-Schulpolitik in Württemberg, Baden und im Elsass 1933-1945*, Baden-Baden, Nomos, *Historische Grundlagen der Moderne: Moderne Regionalgeschichte*, 2016, 603 p.

La problématique de cet ouvrage, qui est la publication, dans une version raccourcie et retravaillée, d'une thèse de doctorat soutenue fin 2010 à l'Université d'Augsbourg, consiste à cerner la marge de manœuvre des pouvoirs locaux dans l'Allemagne nazie (1933-1945), État certes unitaire, mais où les *Länder* continuent de jouer un rôle politique et administratif. Jürgen Finger s'est penché sur les cas des deux *Länder* du Sud-Ouest, le Pays de Bade et le Wurtemberg (le Hohenzollern, *Regierungsbezirk* prussien coincé entre les deux, est également pris en compte), en se concentrant sur l'examen de la politique scolaire, notamment sur l'enseignement secondaire (*Gymnasien* et *Oberschulen*) et l'enseignement qu'on qualifierait en France de « primaire supérieur » (*Mittelschulen* et *Hauptschulen*). L'intégration dans un Oberrheingau, en 1940, de l'Alsace annexée par l'Allemagne nazie, fait entrer cette nouvelle « colonie badoise » dans le champ d'étude de Jürgen Finger, qui lui consacre un long chapitre (p. 241-367). Il dresse, ce faisant, un tableau général de la politique scolaire entre 1940 et 1945, qui est une contribution tout à fait inédite, donc majeure, à l'histoire de l'enseignement dans l'Alsace contemporaine. Le présent compte rendu se limitera à cette partie alsacienne de l'étude.

Il faut toutefois, auparavant, souligner la nécessité, pour acquérir une compréhension profonde du sujet, de lire aussi les chapitres précédents, à savoir : « II. *Gleichschaltung und Eigensinn der Länder* », sur les différentes applications d'une politique scolaire nazie dans le Pays de Bade et le Wurtemberg, en regard des autres *Länder*, avec, entre autres, la question de la lutte contre l'école confessionnelle et l'enseignement religieux ; « III. *Südwestdeutsche Schulsysteme 1933-1945* », qui présente l'ensemble du système scolaire de l'Allemagne nazie (enseignements primaire, primaire supérieur, secondaire, professionnel, agricole), sans omettre l'enseignement privé, tout en dressant une géographie scolaire d'une grande finesse pour le Pays de Bade et le Wurtemberg, qui s'appuie sur une profonde connaissance de l'histoire des différents territoires et débouche sur une comparaison des deux *Länder*.

L'étude de la politique scolaire nazie en Alsace débute par une intéressante présentation du contexte politique : rapide mise en place de l'*Oberrhein* ; installation des organes du pouvoir badois à Strasbourg ; réorganisation de l'administration scolaire ; statut juridique des Alsaciens. On s'intéresse ensuite aux questions budgétaires et au statut des fonctionnaires. Faut-il obtenir de meilleures conditions de traitement pour les enseignants des nouveaux territoires annexés ? Pour la Lorraine intégrée au *Westmark* (dont le cas intéresse également Jürgen Finger, de même que celui du Luxembourg, intégré au *Moselland*), le *Gauleiter* Bürckel tente un passage en force face au pouvoir central soucieux d'économies. Il doit faire marche arrière. Le *Gauleiter* Wagner ne se hasarderait pas à entrer en conflit avec Berlin. Par contre, en ce qui concerne la gestion du personnel, Wagner se voit déléguer un certain nombre de droits de nomination.

Ce personnel, il faut en être sûr, d'où les « examens politiques ». Jürgen Finger détaille les différentes procédures en vigueur, examine les critères de sélection, dépassant les limites du sujet, à savoir celui de l'enseignement, qui reste naturellement considéré avec une attention particulière (l'auteur remarque qu'on a été particulièrement sévère dans la sélection des enseignants, avec un quart de refus, p. 288). Puis arrive le thème de l'*Umschulung* et de l'échange d'instituteurs entre l'Alsace et le Pays de Bade, avec une lacune bibliographique : le livre de Meryem Bolatoglu, Daniel Morgen et Gérald Schlemminger, *1940-1950, Umschulung et réintégration*, pourtant publié en 2008, n'a pas été consulté. L'*Umschulung*, c'est-à-dire la rééducation politique des enseignants

alsaciens dans le Pays de Bade, n'est pas la seule action à visée de conversion idéologique menée par le pouvoir nazi : Jürgen Finger s'intéresse également à la *Geschichtserziehungsaktion* de 1942. Mais l'idéologie peut aussi se superposer à des raisons pratiques. Ainsi, la prolongation de l'*Umschulung* des instituteurs alsaciens des plus jeunes générations par leur affectation dans les écoles du Pays de Bade (*Praktikums-Aktion*) permet d'y pallier le manque de personnel. Dans l'autre sens, des instituteurs politiquement sûrs, de préférence membres du parti nazi, sont envoyés en Alsace (l'auteur dresse un bilan chiffré jusqu'à l'été 1941 pour l'ensemble des fonctionnaires, et pour ceux de l'enseignement, en s'intéressant aux origines géographiques, p. 297-298). La lutte contre le français et les Églises fait l'objet de la sous-partie suivante, qui conclut sur l'échec d'une politique d'intégration violente et douloureusement ressentie : là encore, l'auteur dépasse le cadre strictement scolaire.

Il en arrive ensuite au contenu de la politique scolaire appliquée en Alsace (« *Ein badisches Schulwesen im Elsass?* »), prolongeant tout d'abord l'examen des aspects antireligieux et linguistique de cette politique, puis abordant la question des locaux, avec des plans de construction ambitieux. Jürgen Finger évoque notamment le cas de Strasbourg : « *Ob die Erneuerung von 17 Straßburger Volksschulen und der Neubau von elf Weiteren sowie zehn Turnhallen eine Ankündigung war oder trotz des Kriegs umgesetzt wurde, muss mangels Quellen offenbleiben* » (p. 328). Aux chercheurs alsaciens de mener l'enquête ! Avec la sous-partie suivante commence la partie la plus originale de cette étude sur l'Alsace. Il s'agit d'une étude de cas sur le *Landkreis* de Thann, portant sur la réorganisation de l'offre scolaire par l'importation du système d'enseignement de l'Allemagne nazie. On y voit les responsables nazis locaux (*Kreisleiter*, *Stadtkommissar*) s'opposer aux directives de Strasbourg et de Karlsruhe, en vain. L'étude de géographie scolaire s'étend ensuite à toute l'Alsace, en suivant le principe déjà appliqué par l'auteur pour le Pays de Bade et le Wurtemberg : une catégorie d'établissements après l'autre (*Haupt- und Mittelschulen*, *Oberschulen und Gymnasien*, *Lehrerbildungsanstalten*, *Berufliches Bildungswesen*).

La conclusion du chapitre sur l'Alsace suit la même veine géographique pour expliquer la difficulté de l'« intégration administrative », puis l'auteur revient au constat de l'échec de la « politique de germanisation », avant de terminer par la question de l'épuration lors du retour à la France. Le titre du chapitre suivant, « *V. Verwaltung im Krieg - Verwaltung des Mangels* », est parfaitement évocateur de son thème général. L'Alsace n'apparaît plus que

de manière anecdotique (avec toutefois quelques mentions intéressantes : p. 393-394 et p. 419). L'étude de l'*Erweiterte Kinderlandverschickung*, la mise à l'abri des enfants des villes bombardées dans d'autres parties du Reich, est particulièrement détaillée et intéressante, notamment par les projets scolaires qu'elle inspire chez les idéologues nazis. L'Alsace n'est pas mentionnée dans cette sous-partie, alors que des enfants de la Ruhr ont trouvé refuge ici : encore un espace à explorer par la recherche régionale ! La conclusion générale de l'ouvrage : des politiques scolaires différentes dans le Wurtemberg, en Pays de Bade et en Alsace, mais un même objectif, l'instrumentalisation de l'individu pour les besoins de la *Volksgemeinschaft*.

Jürgen Finger appuie ses analyses géographiques sur un certain nombre de cartes, dont deux pour l'Alsace (p. 337 pour l'enseignement primaire supérieur et p. 349 pour l'enseignement secondaire). Il faut aussi relever les très riches annexes, où l'on trouvera les nombreuses statistiques utilisées par l'auteur. Les tableaux concernant l'Alsace sont aux p. 570-575 et p. 584-588 : beaucoup sont des listes d'établissements, qui permettent d'embrasser en un coup d'œil des pans entiers de l'enseignement ; les tableaux p. 574-575 sur les établissements secondaires doivent notamment être mis en regard du développement consacré à la dénomination de ces établissements, p. 346. La liste p. 576-584 permet, sur ce sujet, la comparaison avec le Pays de Bade et le Wurtemberg (et le Hohenzollern).

Éric Ettwiller

STROH (Frédéric) et QUADFLIEG (Peter M.), dir., *Incorporation de force dans les territoires annexés par le III^e Reich*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2016, 228 p.

En août et septembre 1944, les Alliés définissent une série de « crimes de guerre » qui devront faire l'objet de poursuites. Parmi ceux-ci, « la conscription militaire imposée aux habitants des zones annexées et intégrées au Reich, appelés *Volksdeutsche*, dans les mêmes conditions que celles valant pour l'Allemagne [*on the same terms as in Germany itself*], Alsaciens, Lorrains, Luxembourgeois, Polonais placés sur les *Volkslisten*, et les habitants des parties annexées de la Slovénie, à qui l'on a conféré la nationalité allemande ». (*Catalogue of Crimes*, Déclaration du 29 août 1944).